

# Temps fort du dialogue autour de la décentralisation de la politique du logement

La décentralisation serait-elle le remède à tous les maux, et notamment à celui de la crise du logement ? C'est la conviction du gouvernement d'Élisabeth Borne, qui est en train de préparer un projet de loi sur la décentralisation des politiques du logement et de l'habitat pour "*rapprocher les décisions*" en la matière "*des habitants des territoires*". Un texte que l'exécutif promet pour le printemps prochain et sur lequel le ministre délégué au Logement, Patrice Vergriete, aura l'occasion de revenir devant les députés aujourd'hui.

La délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation de l'Assemblée nationale l'auditionne en effet ce mardi, cinq jours tout juste après le lancement officiel par l'exécutif des concertations sur la future réforme avec les associations d'élus locaux.

L'exécutif met plusieurs questions sur la table : "quelles collectivités prendront demain la responsabilité du pilotage des politiques du logement ?", "quelles seront les compétences à leur disposition et les responsabilités associées ?", "quels seront les moyens de régulation et de financement nécessaires à la réussite de cette décentralisation ?" ... Autant de problématiques sur lesquelles la délégation de l'Assemblée nationale a déjà commencé à plancher.

Dans un rapport présenté début octobre, elle ciblait en effet la "*fragmentation*" des pouvoirs entre l'État et les collectivités s'agissant notamment de la production de logements. Aussi le président Renaissance de la délégation, le député David Valence, plaidait-il en faveur d'une territorialisation des politiques du logement et de plus grandes marges de manœuvre en la matière pour les élus locaux. Des revendications et propositions sur lesquelles le ministre Patrice Vergriete va désormais être entendu. Et sur lesquelles il se sait très attendu...